

Journal des guerres de l' Otan

Dossiers

N° 89 du 06.06.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part :

Libye : l'Otan prolonge sa mission jusqu'à fin septembre.

Premières frappes par hélicoptère en Libye

1 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

1-1 La guerre fasciste de l'OTAN.

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion .

2-1 « C'est la Lybie qu'on bombarde, mais c'est le Niger qu'on tue ».

2-2 Webster G. Tarpley : Le recyclage des hommes de Ben Laden.

2-3 Les USA risquent une guerre avec la Russie et la Chine.

Tiré à part :

Libye : l'Otan prolonge sa mission jusqu'à fin septembre

La mission de l'Otan en Libye sera prolongée de 90 jours, soit jusqu'à fin septembre. « Nous sommes déterminés », a dit Rasmussen

L'Otan a décidé mercredi de prolonger jusqu'à fin septembre la mission de l'Alliance atlantique en Libye, qui devait prendre formellement fin le 27 juin, a indiqué le secrétaire général de l'alliance dans un communiqué.

« L'Otan et ses partenaires viennent de décider de prolonger notre mission en Libye pour 90 jours supplémentaires », a dit Anders Fogh Rasmussen dans un communiqué. « Cette décision envoie un message clair au régime de (Mouammar) Kadhafi : nous sommes déterminés à poursuivre nos opérations pour protéger le peuple libyen », a ajouté M. Rasmussen.

« Nous allons poursuivre nos efforts pour remplir le mandat des Nations unies. Nous allons maintenir la pression pour s'assurer qu'il sera rempli », a-t-il dit. « Notre décision envoie également un message clair au peuple libyen : l'Otan, nos partenaires, la communauté internationale dans son ensemble sont à vos côtés », a-t-il ajouté.

« Nous sommes unis »

« Nous sommes unis pour vous assurer que vous pourrez bâtir votre propre avenir. Et ce jour se rapproche », a conclu le secrétaire général de l'Otan. L'Otan a pris les rênes de l'opération militaire en Libye le 31 mars.

La décision a été prise par le Conseil de l'Atlantique Nord (CAN), l'instance dirigeante de l'Otan, réuni mercredi à Bruxelles.

Belga

Mercredi 01 juin 2011

Premières frappes par hélicoptère en Libye

La France et la Grande-Bretagne ont déployé samedi pour la première fois leurs hélicoptères de combats contre les troupes du colonel Kadhafi, une semaine après l'annonce par Londres d'une «deuxième phase» des frappes de l'Otan contre le régime libyen.

Les appareils français Tigre et Gazelle, et britanniques Apache, ont conduit des frappes au sol dans la nuit contre des équipements et des forces de l'armée gouvernementale, a annoncé l'Otan.

Les Apache, des appareils très utilisés en Irak et en Afghanistan, ont détruit une installation radar et un poste de contrôle militaire situés près de Brega, ville côtière de l'Est libyen, a indiqué le ministère britannique de la Défense.

«Une vingtaine d'objectifs, dont une quinzaine de véhicules militaires, notamment des pick-up armés», ont été détruits, a dit à l'AFP le porte-parole de l'état-major français, le colonel Thierry Burkhard. Des structures de commandement de l'armée libyenne ont également été visées, a-t-il précisé.

Plusieurs hélicoptères ont dû riposter à des tirs d'armes légères en provenance du sol, mais aucun appareil n'a été touché, a-t-il poursuivi.

Ils ont ensuite rejoint sans encombre leurs porte-hélicoptères respectifs déployés au large des côtes libyennes, le Bâtiment de projection et de commandement (BPC) français Tonnerre et le HMS Ocean britannique.

«Une nouvelle phase»

«Ce succès démontre les possibilités uniques offertes par le recours à des hélicoptères de combat», a estimé dans un communiqué le général Charles Bouchard, commandant en chef de l'opération de l'Otan en Libye.

Ce recours permet à l'Alliance atlantique de disposer d'une «flexibilité supplémentaire pour repérer et s'attaquer aux forces pro-Kadhafi qui ciblent délibérément les civils et cherchent à se cacher dans des zones habitées», note le texte.

Le déploiement de ces appareils intervient plus de deux mois après le début de l'intervention internationale, sous mandat de l'ONU, visant à protéger les populations civiles de la répression du régime libyen.

Dans son rapport quotidien, l'Otan a par ailleurs dit avoir bombardé vendredi à Brega deux centres de commandement et de contrôle ainsi qu'un camp de l'armée libyenne.

Face à l'enlèvement du conflit, et pour éviter les risques de toucher des populations lors de frappes en milieux urbains, Paris et Londres avaient annoncé la semaine dernière l'envoi d'une vingtaine de Tigre et de Gazelle français, et de quatre Apache britanniques. Les opérations de l'Otan entrent dans «une nouvelle phase», avait alors fait valoir, le 27 mai, le Premier ministre britannique David Cameron.

Le Japon gèle 4,4 milliards d'avoirs

Sur le front diplomatique, la rébellion continuait à oeuvrer pour être reconnue internationalement.

Pékin a ainsi annoncé vendredi que l'ambassadeur de Chine à Doha, Zhang Zhiliang, avait rencontré ces derniers jours Moustapha Abdeljalil, président du Conseil national de transition (CNT, organe politique des rebelles).

«Les deux parties ont procédé à un échange de vues sur la situation en Libye», a déclaré un porte-parole de la diplomatie chinoise, répétant que la Chine espérait que la crise pourrait «être résolue par des moyens politiques et que l'avenir de la Libye (serait) décidé par le peuple libyen».

A Moscou, l'envoyé spécial du président Dmitri Medvedev, Mikhaïl Marguelov, a annoncé samedi qu'il s'envolerait lundi soir pour la Libye afin «de rencontrer des représentants de l'opposition et d'autres forces politiques à Benghazi», capitale de la rébellion.

Membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU avec droit de veto, la Chine et la Russie s'étaient abstenues lors du vote en mars autorisant les frappes aériennes.

Moscou s'est depuis résolue à réclamer comme les Occidentaux le départ du colonel Kadhafi.

Selon la presse japonaise de samedi, le Japon a gelé 4,4 milliards de dollars d'avoirs appartenant à M. Kadhafi et à son entourage.

Mais jusqu'à maintenant, ces mesures coercitives, ni les défections de dirigeants politiques et militaires, n'ont fait reculer le Guide libyen, au pouvoir depuis près de 42 ans.

Lancée à la mi-février dans la foulée des soulèvements en Tunisie et Egypte voisines, l'insurrection libyenne et sa répression a fait entre «10.000 et 15.000 morts», et entraîné la fuite de 890.000 personnes, selon l'ONU.

[Monde](#)

04/06/2011

(Source AFP)

<http://www.liberation.fr/monde/01012341438-premieres-frappes-au-sol-d-helicopteres-francais-en-libye>

1 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

1-1 La guerre fasciste de l'OTAN.

Pas besoin d'être voyant pour savoir que ce que j'avais prévu avec une précision rigoureuse dans trois Réflexions publiées sur le site CubaDebate entre le 21 février et le 3 mars : « Le plan de l'OTAN est d'occuper la Libye », « La danse macabre du cynisme » et « La guerre inévitable de l'OTAN », allait se passer.

Même les dirigeants fascistes de l'Allemagne et de l'Italie ne furent pas aussi impudents lors de la guerre civile espagnole de 1936, un épisode dont beaucoup se seront sans doute souvenus ces jours-ci.

Presque soixante-quinze ans se sont écoulés depuis, mais rien n'est comparable aux changements qui ont eu lieu en soixante-quinze siècles ou, si on le veut, en soixante-quinze millénaires de vie humaine sur notre planète.

Ceux qui, comme moi, donnent une opinion sereine sur ces points semblent parfois exagérer. J'ose dire que nous sommes plutôt naïfs de supposer que tout le monde devrait être conscient de la duperie ou de l'ignorance colossale où l'humanité a été entraînée.

En 1936, deux systèmes, deux idéologies à peu près égaux en pouvoir militaire se faisaient face d'une manière intense. Les armes d'alors ressemblaient à des jouets au regard des armes actuelles. Malgré leur pouvoir destructeur et localement meurtrier, la survie de l'humanité était garantie. Des villes entières, voire des nations pouvaient être virtuellement rasées, certes, mais jamais les être humains en leur totalité ne pouvaient être plusieurs fois exterminés à cause du pouvoir stupide et suicidaire que permettent les sciences et les technologies actuelles.

Compte tenu de ces réalités, les nouvelles qui ne cessent de parvenir au sujet de puissants missiles dirigés par laser et d'une précision totale, de chasseurs-bombardiers qui volent à deux fois la vitesse du son, de puissants explosifs capables de faire fondre des métaux durcis à l'uranium, un matériaux dont l'effet sur les habitants et leurs descendants perdure pour des temps indéfinis, ont de quoi faire honte.

Cuba a exposé sa position sur le problème interne libyen à la réunion de Genève : elle a défendu sans hésiter l'idée d'un règlement pacifique et elle s'est opposée catégoriquement à toute intervention militaire étrangère.

Dans un monde où les États-Unis et les puissances capitalistes développées d'Europe, leurs alliées, s'emparent toujours plus des ressources et du fruit du travail des peuples, tout citoyen honnête, quelle que soit sa position face à son gouvernement, s'opposerait catégoriquement à une intervention militaire étrangère dans sa patrie.

Le plus absurde de la situation actuelle, c'est que, juste avant le déclenchement de cette guerre brutale dans le Nord de l'Afrique, un accident nucléaire s'était produit dans une autre région du monde à presque dix mille kilomètres de là, à l'un des endroits les plus densément peuplés de la planète, à la suite d'un séisme de magnitude 9 et du tsunami qu'il a provoqué, ce qui a coûté à un pays aussi travailleur que le Japon presque trente mille victimes fatales. Un accident pareil n'aurait plus se produire voilà soixante-quinze ans.

En Haïti, un pays pauvre et sous-développé, un tremblement de terre de seulement 7 de magnitude à l'échelle Richter a provoqué plus de trois cent mille morts et des centaines de milliers de blessés.

Mais ce qu'il y a de plus terriblement tragique au Japon, c'est l'accident de la centrale atomique de Fukushima dont il reste encore à déterminer les retombées.

Je ne citerai que quelques titres d'agences de presse :

« ANSA. La centrale nucléaire de Fukushima 1 émet "des radiations extrêmement fortes, potentiellement mortelles", a affirmé Gregory Jaczko, chef de la Nuclear Regulatory Commission (NRC), l'organisme étasunien chargée de l'énergie atomique. »

« EFE. La menace nucléaire découlant de la situation critique dans laquelle s'est retrouvée une centrale au Japon après le séisme a relancé les révisions sécuritaires des centrales atomiques dans le monde entier et a conduit certains pays à paralyser leurs projets. »

« Reuters. Le séisme destructeur du Japon et l'aggravation de la crise nucléaire pourraient causer des pertes de jusqu'à 200 milliards de dollars à son économie, mais il est difficile pour le moment d'en évaluer l'impact mondial. »

« EFE. La détérioration, l'un après l'autre, des réacteurs de la centrale de Fukushima continuait d'alimenter aujourd'hui la crainte d'une catastrophe nucléaire au Japon, dans la mesure où les tentatives désespérées de contrôler la fuite radioactive ne laissent guère de place à l'espoir. »

« AFP. L'empereur Akihito est inquiet devant le caractère imprévisible de la crise atomique qui a frappé le Japon après le séisme et le tsunami qui ont tué des milliers de personnes et ont laissé cinq cent mille sans abri. Un nouveau séisme s'est fait sentir dans la région de Tokyo. »

D'autres dépêches sur ce point sont encore plus inquiétantes. Certaines signalent que l'iode radioactif toxique présent dans l'eau potable de Tokyo est deux fois plus élevé que la quantité tolérable par les petits enfants. L'une d'elles affirme que les réserves d'eau en bouteille sont sur le point de s'épuiser à Tokyo, la capitale située à plus de deux cents kilomètres de Fukushima.

Cet ensemble de circonstances configure une situation dramatique pour notre monde.

Je peux exprimer en toute liberté mes vues sur la guerre en Libye.

Je ne partage pas des conceptions politiques ou religieuses du leader de ce pays. Je suis, je l'ai dit, marxiste-léniniste et martinien.

Je vois la Libye comme un membre du Mouvement des pays non alignés et un État souverain, au même titre que les presque deux cents membres de l'Organisation des Nations Unies.

Jamais un pays, grand ou petit – en l'occurrence un pays d'à peine cinq millions d'habitants – n'a été victime d'une attaque aussi brutale de la part de forces de l'air d'une organisation belliciste qui possède des milliers de chasseurs-bombardiers, plus de cent sous-marins, des porte-avions nucléaires et assez d'arsenaux pour détruire bien des fois la planète. Notre espèce n'a jamais connu une telle situation, et rien de pareil n'existait voilà soixante-quinze ans quand les bombardiers nazis attaquaient des objectifs en Espagne.

Il n'empêche que l'OTAN, cette criminelle discréditée, nous écrira un « belle » histoire à dormir debout sur son bombardement « humanitaire ».

Si Kadhafi veut faire honneur aux traditions de son peuple et se décide à se battre, comme il l'a promis, jusqu'à son dernier souffle aux côtés des Libyens qui endurent les pires bombardements que jamais aucun pays n'a connus, il traînera dans la fange de l'ignominie l'OTAN et ses visées criminelles.

Les peuples accordent leur respect et leur confiance à ceux qui savent remplir leur devoir.

Voilà plus de cinquante ans, après que les États-Unis eurent assassiné plus de cent Cubains en faisant exploser le cargo La Coubre, notre peuple s'est exclamé : « La patrie ou la mort ! » Il a tenu parole et il a toujours été prêt à la tenir. L'un des combattants les plus glorieux de notre histoire s'est écrié : « Quiconque tente de s'emparer de Cuba ne recueillera que la poussière de son sol baigné de sang ! »

Qu'on me pardonne la franchise avec laquelle j'aborde cette question.

Fidel Castro Ruz

Le 28 mars 2011

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

2-1 LIBYE-NIGER: « C'est la Lybie qu'on bombarde, mais c'est le Niger qu'on tue ».

Quelque 66 200 Nigériens ont quitté la Libye pour retourner au Niger depuis la fin février. Selon l'Organisation Internationale pour les migrations (OIM), la plupart d'entre eux sont arrivés à Dirkou, une ville située dans le nord-est du pays, d'où ils ont ensuite trouvé le moyen de se rendre dans les villes et villages de l'ensemble du pays. En Libye, la majorité d'entre eux travaillaient dans le domaine agricole et gagnaient jusqu'à 216 dollars (100 000 francs CFA) par mois.

Mohamed Lamine, l'un des retournés, a dit à IRIN : « *C'est avec un grand regret que j'ai quitté la Libye. Je ne peux pas supporter d'être nourri matin et soir par mes vieux parents. Je retournerai à la première occasion* ».

Selon une évaluation réalisée dans deux départements de la province de Zinder, dans le centre-sud du pays, par le gouvernement, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) et l'organisation non gouvernementale (ONG) Care International, la plupart des retournés sont au chômage et ils sont nombreux à s'être endettés pour payer les frais administratifs élevés exigés pour l'entrée au pays et les coûts de transport excessifs pour le trajet depuis la Libye – un voyage d'environ trois semaines à travers le désert.

« *Nous sommes des milliers de jeunes à avoir quitté [la Libye] pour retomber dans le chômage au Niger. Nous n'avons d'autre issue que de faire le mendiant ou le voyou* », a dit à IRIN Abdelkadre Moussa, un retourné natif d'Agadez, dans le centre du pays. « *C'est la Libye qu'on bombarde, mais c'est le Niger qu'on tue* ».

Selon l'évaluation, la plupart des migrants sont originaires du sud du pays, et notamment des régions de Tahoua, Zinder, Tillabéry et Maradi, qui ont toutes été confrontées à l'insécurité alimentaire à la suite de la sécheresse qui a considérablement diminué les récoltes en 2009 et 2010.

Déjà en situation d'insécurité alimentaire

Selon l'évaluation du mois d'avril, près de la moitié des villages du département de Tanout, dans la province de Zinder, où 15 000 retournés se sont réinstallés, sont considérés comme vulnérables. Cela signifie que les villageois ont déjà perdu un nombre significatif de têtes de bétail ; qu'ils sont confrontés à des pénuries d'eau ; qu'ils ont souffert de déficits agricoles en 2009 et 2010 ; et qu'ils ont de la difficulté à se procurer de la nourriture à cause des prix élevés des denrées alimentaires.

« *Le retour de ces migrants risque d'accroître la vulnérabilité de ces communautés* », a dit à IRIN Mamoudou Daouda, représentant de l'OIM à Dirkou. « *Dans certains cas, l'économie du village entier reposait sur ces transferts de fonds...La situation risque de devenir intenable* ».

D'après M. Daouda, les stocks de céréales sont trop bas pour combler les besoins de l'ensemble des retournés. Les régions de Gouré et de Tanout ont connu six saisons consécutives de déficits agricoles.

De nombreuses familles vendent les rares animaux qu'il leur reste afin d'aider les nouveaux arrivants.

Ahmed Hamaditane, père d'un migrant revenu récemment à Agadez, a dit à IRIN : « *Nous n'avons plus rien à manger. Nous avons décidé de vendre une parcelle de terre, mais il n'y a pas d'acquéreur pour le moment* ».

« *Mon fils est revenu les mains vides et malade* », a-t-il ajouté.

Diminution considérable des transferts de fonds

Grâce aux travailleurs migrants, le département de Gouré recevait jusqu'à 217 000 dollars (soit 100 millions de francs CFA) par semaine. Mais ces fonds se tarissent. Alhadji Amarma, qui aidait auparavant les travailleurs à transférer leur argent à leur famille à Agadez, a dit qu'il n'avait désormais que peu ou pas de travail.

La plupart des hommes avec qui IRIN s'est entretenu à Agadez ont dit qu'ils envoyaient auparavant entre 108 et 216 dollars par mois à leur famille.

Adamou Habi, membre du comité de gestion des réfugiés de la Libye et représentant du gouverneur d'Agadez, a dit : « *L'heure est grave, très grave ! Nous sommes débordés par le flux de ces gens ! On fait de notre mieux avec l'aide de quelques rares personnes qui aident les gens à rentrer chez eux, mais je ne pense pas qu'on puisse tenir bien longtemps* ».

« *On a vraiment besoin d'aide* », a-t-il ajouté.

La semaine dernière, le gouvernement a appelé les bailleurs de fonds internationaux à apporter leur soutien aux retournés et à leur famille.

Le gouvernement, les organisations d'aide humanitaire et les bailleurs de fonds doivent répondre à l'appel avant la mi-juin, qui est traditionnellement le début de la période de soudure au Niger, ont souligné les responsables du gouvernement.

Le flot de retournés a récemment diminué, a dit M. Daouda. Cinq cents personnes traversent maintenant chaque jour la frontière du Niger, contre 1 200 à la mi-avril. Les femmes et les enfants sont cependant plus nombreux, ce qui indique que les travailleurs emmènent leur famille avec eux.

Nous sommes en guerre, nous bombardons : qui sait, dans les pays de l'ouest européen, ce qu'est un bombardement ? On ne donne pas la parole ces jours-ci aux Serbes qui ont subi 11 semaines de bombardements en 1999.

A Marseille, le 27 mai 1944, à partir de 11 heures, l'aviation **étasunienne** a fait en une seule journée un nombre de victimes estimé aujourd'hui à 1976 morts, 3.000 blessés et 20.000 sinistrés.

Ma tante, des dizaines d'années après, encore, ne supportait toujours pas d'entendre les sirènes qu'on faisait fonctionner le jeudi midi : elle revivait à chaque fois la panique déclenchée par les avions qui bombardaient, sa terreur pour remonter la Canebière en courant, pour rentrer chez elle, elle avait enlevé ses chaussures "pour aller plus vite"(!), les gens affolés dans les rues, l'odeur, les blessés, les brûlés, les morceaux de corps, la peur que ça revienne ; les bombes à retardement, "pour pas qu'on puisse secourir les blessés".

C'était pour nous "libérer".

Je me souviens de la rage d'un vieux monsieur (un jour, au marché, en 2002) contre un bonhomme qui faisait ses emplettes en parlant des "américains" qui "se battaient pour défendre la démocratie en Afghanistan", et "qui nous avaient libérés" : le vieil homme avait vécu les bombardements à la Belle-de-Mai (quartier ouvrier et résistant, et d'immigrés), le 27 mai 1944. On a eu une leçon d'histoire.

L'autre est parti, vexé... C'est bien le marché, on parle.

Bombardements : voir **Le tombeau des lucioles**

http://www2.cndp.fr/TICE/teledoc/dossiers/dossier_lucioles.htm

<http://www.imagazine.pro/index.php?page=news&id=918>

2-2 Webster G. Tarpley : Le recyclage des hommes de Ben Laden.

Ennemis de l'OTAN en Irak et en Afghanistan, alliés en Libye

S'appuyant sur le dépouillement entrepris à l'Académie militaire de West Point des archives confisquées de l'Émirat islamique d'Irak, l'historien et journaliste états-unien Webster G. Tarpley montre que le personnel du Conseil national de transition libyen est largement issu d'al-Qaïda. Dans un vaste mouvement de réorganisation de leurs actions secrètes, les États-Unis encadrent en Libye —et en Syrie— les jihadistes contre lesquels ils luttent en Irak et en Afghanistan. « Ben Laden est mort ! Vive les benladenistes ! », peut-on s'exclamer avec cynisme à Washington

« *Des serpents, la soif, la chaleur et le sable, seule la Libye peut présenter cette multitude de malheurs qui pousserait tout homme à la fuir.* »

Lucain, *La Pharsale*

L'actuelle opération militaire contre la Libye a été motivée par la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU [1] et a pour objectif de protéger les civils. Les déclarations du président Obama, du Premier ministre britannique David Cameron, du Président Sarkozy [2], et d'autres dirigeants ont souligné la nature humanitaire de cette intervention, qui a officiellement pour but d'empêcher le massacre de forces pro-démocratiques et de partisans des droits de l'homme par le régime de Kadhafi.

Mais dans le même temps, de nombreux commentateurs ont manifesté une certaine anxiété en raison du mystère entourant le gouvernement de transition anti-Kadhafi qui a vu le jour au début du mois de mars dans la ville de Benghazi située dans le district cyrénéique au nord-est de la Libye. Ce gouvernement a déjà été reconnu par la France et le Portugal comme le seul représentant légitime du peuple libyen. Le Conseil des rebelles semble se composer d'un peu plus de 30 délégués, dont la plupart restent entourés d'un halo de mystère. De plus, les noms de plus d'une douzaine de membres de ce Conseil sont tenus secrets, prétendument pour protéger ces personnes de la vengeance [éventuelle] de Kadhafi. Mais il pourrait bien y avoir d'autres raisons derrière ce secret entourant leur identité. Malgré les nombreuses incertitudes, les Nations unies et une bonne partie des nations clés de l'OTAN, dont les USA, se sont empressées d'aider les forces rebelles au moyen de frappes aériennes, ce qui a mené à la perte d'un ou deux avions de la Coalition avec la perspective de pertes bien plus lourdes surtout en cas d'invasion [terrestre]. Il est grand temps que les États-Unis et les Européens en sachent un peu plus au sujet de ces rebelles qui sont supposés représenter une alternative démocratique et humanitaire au régime de Kadhafi.

Il est clair que les rebelles ne sont pas des civils, mais bien une force armée. Quel genre de force armée ?

Étant donné la difficulté d'étudier les chefs rebelles depuis l'étranger, et puisque le profil sociologique des rebelles est impossible à établir au beau milieu de cette guerre, peut-être que la méthode typiquement utilisée en histoire des sociétés peut être appelée à la rescousse. Existe-t-il un moyen de savoir exactement quel climat d'opinion prévaut dans ces villes du nord-est de la Libye, comme Benghazi, Tobrouk ou Darna, qui représentent les foyers de la rébellion ?

Une étude de « West Point » datant de décembre 2007 s'est penchée sur le profil des combattants étrangers de la guérilla, et a établi que des djihadistes ou des Moudjahidines, certains étant des kamikazes potentiels, ont traversé la frontière syrienne pour se rendre en Irak pendant la période 2006-2007, le tout supervisé par l'organisation terroriste internationale al-Qaïda.

Cette étude se base sur près de 600 fiches du « personnel » saisies par les Forces US à l'automne 2007, puis analysées à West Point à l'aide d'une méthodologie que nous aurons l'occasion d'examiner après en avoir présenté les principales conclusions. Les résultats de cette étude [Document à télécharger au bas de cette page] ont permis de découvrir certains traits prédominants dans la mentalité et les structures de croyance des populations du Nord-Est libyen, et ont permis de déterminer quelques points importants sur la nature politique de la révolte anti-Kadhafi dans cette région.

Darna, nord-est de la Libye : Capitale mondiale des djihadistes

La découverte majeure à laquelle a mené cette étude de West Point est que le couloir allant de Benghazi à Tobrouk, en passant par la ville de Darna (aussi épelée Derna) représente l'une des plus grandes concentrations au monde de terroristes djihadistes, et peut être considérée comme la première source de candidats à l'attentat kamikaze, tous pays confondus. Darna, avec une proportion de 1 combattant terroriste envoyé en Irak « tuer de l'États-unien » pour 1 000 à 1 500 habitants, semble être le paradis des kamikazes, dépassant de loin son compétiteur le plus proche, à savoir Riyad, en Arabie Saoudite. D'après les auteurs du rapport de West Point, Joseph Felter et Brian Fishman, l'Arabie Saoudite occupe la première place si l'on considère le nombre absolu de djihadistes envoyés en Irak combattre les USA et les membres de la Coalition pendant la période en question. La Libye, dont la population représente moins du quart de celle de l'Arabie Saoudite, occupe la deuxième place. L'Arabie Saoudite a envoyé 41 % des combattants. D'après Felter et Fishman, « *La Libye était le suivant dans la liste des pays d'origine, avec 18,8 % (112) des combattants provenant de ce pays, parmi ceux qui ont précisé leur nationalité.* » D'autres pays bien plus peuplés restaient loin derrière : « *La Syrie, le Yémen et l'Algérie étaient les suivants avec respectivement 8,2 % (49), 8,2 % (48) et 7,2 % (43). Les Marocains représentaient 6,1 % (36) des effectifs et les Jordaniens 1,9 % (11).* ».

Cela signifie qu'au moins 1/5 des combattants étrangers entrant en Irak à travers la frontière syrienne venaient de Libye, un pays peuplé d'à peine 6 millions d'habitants. La proportion d'individus désireux de combattre en Irak était bien plus importante parmi les Libyens que pour n'importe quel autre pays appuyant les moudjahidines. Felter et Fishman ont souligné le fait que « *presque 19 % des combattants dans les dossiers de Sinjar, venaient de la seule Libye. De plus, la Libye a proportionnellement bien plus contribué que n'importe quelle autre nation, d'après les dossiers de Sinjar, même par rapport à l'Arabie Saoudite.* »

Mais étant donné que les dossiers sur le personnel d'al-Qaïda contiennent le lieu de résidence des combattants étrangers, nous avons la preuve que l'envie de se rendre en Irak pour « tuer de l'États-unien » n'est pas répartie uniformément en Libye, mais se concentre tout particulièrement précisément dans les zones entourant Benghazi qui forment aujourd'hui l'épicentre de cette révolte contre le colonel Kadhafi que les USA, la Grande-Bretagne et la France soutiennent avec tant d'enthousiasme. Comme le note [le journaliste] Daya Gamage dans un récent article d'*Asia Tribune* à propos de l'étude de West Point, « *... chose inquiétante pour les stratèges politiques occidentaux, la plupart des combattants venaient de l'est de la Libye, précisément du foyer de l'actuelle insurrection contre le colonel Kadhafi. D'après le rapport de West Point, la ville de Darna située dans l'Est libyen a envoyé en Irak plus de combattants que n'importe quelle autre ville [de Libye]. Il fixe à 52 le nombre de combattants qui sont arrivés en Irak en provenance de Darna, une ville de tout juste 80 000 habitants (le 2e contributeur étant la ville de Riyad en Arabie Saoudite, ville qui compte plus de 4 millions d'habitants). Benghazi, la capitale du gouvernement provisoire libyen choisie par les rebelles anti-Kadhafi, en a envoyé 21, là aussi un chiffre disproportionné par rapport à sa population.* » [3] Darna la mystérieuse a dépassé sur le fil la métropole de Riyad avec 52 combattants contre 51. Tripoli, la place forte de Kadhafi, en revanche, n'apparaît pas du tout dans les statistiques.

Comment expliquer l'extraordinaire concentration de combattants anti-US à Benghazi et à Darna ? La réponse semble liée aux écoles « extrémistes » en théologie et en politique qui fleurissent dans cette région. Comme le note le rapport de West Point : « *Darna comme Benghazi sont depuis longtemps associées avec le militantisme islamique en Libye.* » Ces zones sont en conflit idéologique et tribal avec le pouvoir central du Colonel Kadhafi, en plus de lui être politiquement opposé. La question de savoir si ce conflit théologique mérite la mort de soldats états-uniens ou européens appelle de fait une réponse rapide.

Felter et Fishman remarquent qu'« *une large majorité des combattants libyens parmi ceux qui ont précisé leur ville d'origine dans les fichiers de Sinjar habite au nord-est du pays, en particulier dans la ville côtière de Darna avec 62, 5% (52) et celle de Benghazi avec 23,9 % (21). Toutes deux sont depuis longtemps associées au militantisme islamique en Libye, en particulier au travers d'un soulèvement [organisé] par des organisations islamistes au milieu des années 1990. Le gouvernement libyen a accusé des « infiltrés » venant du Soudan et de l'Égypte d'avoir fomenté cette révolte, ainsi qu'un groupe – le Libyan Islamic Fighting Group (jama-ah al-libiyah al-muqatilah) – connu pour compter dans ses rangs des vétérans afghans. Les insurrections libyennes furent extrêmement violentes.* » [4]

L'Est de la Libye : La plus grande concentration de candidats kamikazes

Un autre aspect tout à fait remarquable de la contribution libyenne à la guerre contre les Forces US en Irak est la propension marquée de Libyens du Nord-Est à choisir l'attentat suicide à la bombe comme méthode privilégiée de combat. Comme le rapporte l'étude de West Point, « *parmi les 112 combattants libyens fichés, 54,4 % (61) ont précisé la nature de leur mission. Parmi eux, 85,2 % (51) ont inscrit « attentat suicide à la bombe » pour décrire le but de leur venue en Irak.* » [5] Ce qui signifie que les Libyens du Nord-Est sont bien plus enclins à se faire exploser que tous les combattants venant d'autres pays. « *Les combattants libyens étaient beaucoup plus fréquents dans la liste des candidats kamikazes que pour toute autre nationalité (85 % pour les Libyens, 56 % pour tous les autres).* » [6]

En 2007, l'organisation anti-Kadhafi dénommée Groupe islamique combattant en Libye (GICL) fusionne avec al-Qaïda. La base institutionnelle dédiée au recrutement des combattants de la guérilla dans le Nord-Est de la Libye est associée avec une organisation qui s'appelait auparavant le Groupe islamique combattant en Libye (GICL) [الجماعة الليبية المقاتلة]. Pendant l'année 2007, le GIAL s'est lui-même officiellement déclaré comme franchise d'al-Qaïda, et a changé son nom en

« *Al-Qaïda au Maghreb Islamique* » (AQMI) [تنظيم القاعدة في بلاد المغرب الإسلامي]. La conséquence de cette fusion en 2007 fut qu'un nombre croissant de combattants de la guérilla se rendit en Irak en provenance de la Libye. D'après Felter et Fishman, « *l'apparent afflux de recrues arrivant en Irak pourrait être lié à une collaboration toujours plus étroite entre le GICL et al-Qaïda, qui a abouti le 3 novembre 2007 à la fusion officielle entre le GICL et al-Qaïda.* » [7] Cette fusion est confirmée par d'autres sources : en 2008, une déclaration attribuée à Ayman al-Zawahiri confirmait que le Groupe islamique combattant en Libye (avait rejoint al-Qaïda [8].

L'émir terroriste vante le rôle-cléf de Benghazi et de Darna au sein d'al-Qaïda

Le rapport de West Point établit clairement que les principales places fortes du GICL — devenu plus tard AQMI — étaient les deux villes de Benghazi et Darna. Ceci est illustré par une déclaration d'Abu Layth al-Libi, le très particulier « *émir* » du GICL, qui deviendra plus tard l'un des leaders d'al-Qaïda. Au moment de la fusion de 2007, Abu Layth al-Libi, l'émir du GICL souligna l'importance de la contribution de Benghazi et de Darna dans le djihadisme islamique, en déclarant : « *C'est par la grâce d'Allah que nous hissons la bannière du djihad contre ce régime hérétique, sous la direction du Groupe islamique combattant en Libye (qui a sacrifié l'élite de ses fils et de ses officiers pour combattre ce régime, et dont le sang fut versé dans les montagnes de Darna, les rues de Benghazi, les banlieues de Tripoli, le désert de Saba et les sables des plages.* » [9]

La conséquence de la fusion de 2007 fut que les recrues libyennes d'al-Qaïda prirent une importance croissante dans l'activité de l'ensemble de l'organisation, déplaçant ainsi son centre de gravité en l'éloignant des Saoudiens et des Égyptiens qui étaient beaucoup plus prépondérants avant cela. Comme le notent Felter et Fishman, « *les factions libyennes (principalement le Groupe islamique combattant en Libye) ont pris une importance croissante au sein d'al-Qaïda. Les fichiers de Sinjar montrent que de plus en plus de Libyens sont partis combattre en Irak à partir de mai 2007. La plupart des recrues libyennes provenaient de villes du Nord-Est de la Libye, une zone connue depuis longtemps comme étant liée à la mouvance djihadiste.* » [10]

L'étude de West Point rendue en 2007 conclut en formulant quelques options politiques pour le gouvernement US. Une approche possible, suggérée par les auteurs, serait que les États-Unis coopèrent avec les actuels gouvernements arabes pour contrer les terroristes. Comme l'indiquent Felter et Fishman, « *les gouvernements libyens et syriens partagent cette même préoccupation américaine d'une idéologie djihadiste salafiste violente, et d'actes violents perpétrés par ses membres. Ces gouvernements, comme d'autres au Proche-Orient, redoutent la violence sur leur sol et préféreraient de loin que les éléments radicaux aillent en Irak plutôt que de causer des troubles chez eux. Les efforts des USA et de la Coalition pour endiguer le flot de combattants se rendant en Irak seraient plus efficaces s'ils prenaient en compte l'ensemble de la chaîne logistique qui permet de déplacer ces individus — en commençant par leur pays d'origine — plutôt que de s'occuper simplement des points d'entrée syriens. Les USA devraient être en mesure d'augmenter la coopération des gouvernements pour mettre un frein au flot de combattants se rendant en Irak, en les aidant à résoudre leurs propres problèmes locaux de violence djihadiste.* » [11]

Compte tenu de ce qui s'est produit par la suite, nous pouvons affirmer que ce n'est pas cette option qui a été choisie, ni à la fin de l'ère Bush, ni durant la première moitié du mandat d'Obama.

L'étude de West Point fournit également une autre option, plus sinistre. Felter et Fishman laissent entendre qu'il est possible en Libye d'utiliser les anciennes factions du GICL d'al-Qaïda contre le gouvernement du colonel Kadhafi, essentiellement en créant une alliance *de facto* entre les États-Unis et un segment de l'organisation terroriste. Le rapport de West Point note que : « *La fusion entre le Groupe islamique combattant en Libye (GICL) et al-Qaïda, et son apparente décision de fournir en priorité un soutien logistique à l'État islamique d'Irak est probablement une source de controverse au sein de l'organisation. Il ne serait pas surprenant que certaines factions du GICL donnent toujours priorité à la lutte contre le régime libyen par rapport au combat en Irak. Il est sans doute possible d'exacerber les divisions au sein même du GICL, et entre les leaders du GICL et ceux d'al-Qaïda provenant de la base traditionnelle saoudienne et égyptienne.* » [12] Cela correspond à la politique US que nous voyons aujourd'hui, celle consistant en une alliance avec les fanatiques obscurantistes et réactionnaires d'al-Qaïda en Libye contre le colonel Kadhafi, un réformateur de type nassérien.

Armer les rebelles : l'expérience de l'Afghanistan

En regardant la dramatique expérience des efforts US consistant à mobiliser les populations d'Afghanistan contre l'occupation soviétique dans les années 80, il devrait être clair que la politique de la Maison-Blanche de Ronald Reagan s'attachant à armer les Moudjahidines afghans de missiles Stinger et d'autres armements modernes s'est révélée tragique pour les États-Unis. Comme semble pratiquement l'admettre Robert Gates dans ses *Mémoires*, al-Qaïda fut créée pendant ces années-là par les États-Unis comme une sorte de légion arabe pour aller combattre la présence soviétique, avec les résultats à long terme désastreux que l'on connaît.

Aujourd'hui, il est clair que les États-Unis fournissent des armes modernes aux rebelles libyens via l'Arabie Saoudite et à travers la frontière égyptienne, avec le soutien actif de l'armée égyptienne et de la nouvelle junte militaire pro-US installée dans ce pays [13]. Tout ceci se passe en violation directe de la résolution 1973 du Conseil de sécurité, qui appelle à un embargo total des livraisons d'armes à la Libye. On suppose que ces armes seront utilisées contre le colonel Kadhafi dans les semaines qui viennent. Mais, étant donné la nature violemment anti-US de la population du Nord-Est libyen qui est en train d'être ainsi équipée, il n'est absolument pas certain que toutes ces armes ne vont pas un jour ou l'autre être retournées contre ceux qui les ont fournies.

Mais ce qui pose un problème encore plus important, c'est la conduite d'un futur gouvernement libyen dominé par l'actuel conseil rebelle, avec sa large majorité d'islamistes du Nord-Est, ou d'un gouvernement similaire d'un éventuel futur État indépendant cyrénaïque. En supposant qu'un tel régime aura accès aux revenus du pétrole, il est évident qu'un certain nombre de problèmes de sécurité internationale se posent. [Le journaliste] Daya Gamage écrit à ce propos : « *Dans le cas où la rébellion réussit à abattre le régime de Kadhafi, elle aura un accès direct aux dizaines de milliards de dollars que Kadhafi*

est censé avoir caché dans différents pays étrangers au cours de son règne de 40 ans. » [14] Vu la mentalité prévalant dans le Nord-Est de la Libye, on peut aisément imaginer à quoi seraient consacrés ces revenus.

Qu'est-ce qu'al-Qaïda, et pourquoi la CIA l'a utilisée ?

Al-Qaïda n'est pas une organisation centralisée, mais plutôt une espèce de rassemblement de fanatiques, de psychotiques, d'agents doubles, de provocateurs, de mercenaires, etc... Comme expliqué plus haut, al-Qaïda fut fondée par les États-Unis et les Britanniques pendant la guerre contre les Soviétiques en Afghanistan. La plupart de ses leaders, comme le fameux commandant en second Ayman Zawahiri, ou l'actuelle star montante Anwar Awlaki, sont clairement des agents doubles du MI-6 et/ou de la CIA. La croyance fondamentale qui structure al-Qaïda est que tous les actuels gouvernements arabes ou musulmans sont illégitimes et doivent être abattus, car il ne représentent pas le califat qu'al-Qaïda affirme lire dans le Coran. Cela signifie que l'idéologie d'al-Qaïda offre aux agences de renseignements un moyen simple et prêt à l'emploi pour attaquer et déstabiliser les gouvernements arabes et musulmans en place, dans le cadre de leur incessant besoin impérialiste et colonial de piller et d'attaquer les nations en voie de développement. C'est précisément ce qui se passe actuellement en Libye. Al-Qaïda a émergé du milieu politico-culturel des Frères musulmans, ou *Ikhwan*, lui-même créé par les services de renseignement britanniques en Égypte dans les années 1920. Les USA et la Grande-Bretagne utilisèrent alors les Frères musulmans égyptiens comme mouvement d'opposition aux brillantes politiques anti-impérialistes du président égyptien Nasser, qui remportait d'immenses victoires pour son pays en nationalisant le Canal de Suez et en bâtissant le barrage d'Assouan sans lequel l'Égypte moderne était inconcevable. Les Frères musulmans ont fourni contre Nasser une sorte de « 5e colonne » active et efficace, constituée d'agents étrangers, exactement comme al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) clame haut et fort son soutien à la rébellion contre le colonel Kadhafi.

Je parle en détail de la nature d'al-Qaïda dans mon récent ouvrage intitulé *La Terreur Fabriquée, Made in USA* [15], et je ne vais pas répéter cette analyse ici. Je me contenterai de rappeler que nous n'avons pas besoin de croire au mythe fantastique que le gouvernement US a bâti autour de l'appellation « *al-Qaïda* », pour reconnaître le fait avéré que les militants ou les déséquilibrés qui rejoignent les rangs d'al-Qaïda sont souvent sincères dans leur haine et dans leur ardent désir de « *tuer de l'États-unien ou de l'Européen* ». La politique de l'administration Bush a utilisé la supposée présence d'al-Qaïda comme prétexte pour une attaque militaire directe contre l'Afghanistan et l'Irak. L'administration Obama est en train de changer cela, en intervenant aux côtés d'une rébellion dans laquelle al-Qaïda et ses alliés sont fortement représentés alors qu'ils s'attaquent au régime autoritaire du colonel Kadhafi en place depuis des dizaines d'années. Ces deux politiques mènent à coup sûr à la faillite, et doivent être abandonnées.

Les chefs des rebelles, Jalil et Younis, comme la plupart de ceux formant le Conseil des rebelles sont membres de la tribu Harabi liée à al-Qaïda

Le résultat de la présente enquête est que la branche libyenne d'al-Qaïda représente un continuum du Groupe islamique combattant en Libye installé à Darna et à Benghazi. La base ethnique du GICL est apparemment constituée par la tribu Harabi [profondément] anti-Kadhafi, d'où est issue la grande majorité du Conseil des rebelles, y compris ses deux principaux leaders Abdul Fatah Younis et Mustafa Abdul Jalil. Ces éléments montrent bien qu'en pratique, le Groupe islamique combattant en Libye, l'élite de la tribu Harabi, et le Conseil des rebelles soutenu par Obama sont très fortement imbriqués. Comme me le disait il y a plusieurs années l'ex-ministre des Affaires étrangères de la République du Guyana et président de l'Assemblée générale de l'ONU, Fred Wills — qui fut un véritable combattant contre l'impérialisme et le néo-colonialisme —, les formations politiques dans les pays en voie de développement (et pas seulement là) masquent souvent des rivalités ethniques ou religieuses ; c'est le cas en Libye. La rébellion contre Kadhafi est un mélange toxique de haine fanatique contre Kadhafi, d'islamisme, de tribalisme, et de rivalités locales. De ce point de vue, la décision d'Obama de prendre parti dans une guerre tribale est idiote.

Lorsqu'Hillary Clinton s'est rendue à Paris pour être présentée aux rebelles libyens par le président Sarkozy, elle a rencontré le leader de l'opposition libyenne Mahmoud Jibril, qui a reçu une éducation états-unienne et était déjà connu des lecteurs de Wikileaks comme l'un des [interlocuteurs] préférés des États-Unis. [16]

Si Jibril peut être considéré présentable à Paris, les vrais meneurs de l'insurrection libyenne sont en réalité Jalil et Younis, tous deux ex-ministres de Kadhafi. Parmi les deux, Jalil semble bien être le chef, du moins pour l'instant : « *Mustafa Abdul Jalil ou Abdul-Jalil (en arabe : مصطفى عبد الجليل, qui peut aussi s'écrire Abdul-Jelil, Abd-al-Jalil, Abdel-Jalil ou Abdeljalil, et aussi parfois, mais de façon erronée Abud Al Jeleil) est un politicien libyen né en 1952. Il fut ministre de la Justice (et de façon non officielle, secrétaire du Comité général du peuple) du colonel Mouammar Kadhafi (...) Abdul Jalil a été identifié comme le président du Conseil national de transition basé à Benghazi, bien que ce poste lui soit contesté par d'autres éléments parmi les rebelles, en raison de ses connexions passées avec le régime de Kadhafi.* » [17]

Concernant Younis, il a été étroitement lié à Kadhafi depuis sa prise de pouvoir en 1968-1969. « *Abdul Fatah Younis (en arabe : عبد الفتاح يونس) est un haut gradé de l'armée libyenne. Il portait le rang de général, et a occupé le poste de ministre de l'Intérieur avant de démissionner le 22 février 2011...* » [Ibid.]

Ce qui devrait le plus nous inquiéter est qu'aussi bien Jalil que Younis appartiennent à la tribu Harabi, majoritaire dans le Nord-Est de la Libye, qui est précisément celle qui se recoupe avec al-Qaïda. D'après l'agence Stratfor, « *...la tribu Harabi est historiquement un ensemble puissant de clans de l'Est libyen qui a vu son influence décliner sous Kadhafi. Le leader libyen a en effet confisqué des terres arables aux membres de cette tribu pour les attribuer à d'autres clans plus faibles, mais plus loyaux...La plupart des leaders de l'Est libyen émergeant aujourd'hui proviennent de la tribu Harabi, y compris les chefs du gouvernement provisoire installé à Benghazi, Abdel Mustafa Jalil, et Abdel Fatah Younis, qui ont eu un rôle-clef dans la défection de certains militaires au début de l'insurrection.* » [18] C'est un peu comme une course à la présidentielle où les deux candidats seraient issus du même État, sauf que les féroces rivalités tribales aggravent considérablement le problème.

Conseil des rebelles : La moitié des noms restent secrets. Pourquoi ?

Même si l'on regarde le Conseil des rebelles dans sa globalité, l'image d'une base régionale, sectaire et étroite ne s'améliore pas, loin de là. D'après une description récente qui en est faite, le Conseil des rebelles est « *présidé par un ex-ministre libyen de la justice, à la bonne réputation, Mustafa Abdul Jalil, et est formé de 31 membres, censés représenter tout le pays, mais dont les noms ne peuvent pas être divulgués pour des "raisons de sécurité"* » ... « *Les principaux membres du Conseil, du moins ceux que nous connaissons, appartiennent tous à la confédération de tribus Harabi du Nord-Est libyen. Ces tribus ont de fortes connexions avec Benghazi remontant à avant même la révolution de 1969 qui amena Kadhafi au pouvoir.* » [19]

D'autres articles confirment le nombre de représentants : « *Le Conseil est constitué de 31 membres ; l'identité de plusieurs de ces membres n'a pas été rendue publique afin de préserver leur sécurité.* » [20] Etant donné tout ce que nous savons sur l'extraordinaire densité de combattants du GICL et de fanatiques d'al-Qaïda dans le Nord-Est libyen, il nous paraît légitime de nous demander si l'identité de tous ces membres du Conseil est véritablement gardée secrète pour les protéger de Kadhafi, ou bien si ce n'est pas plutôt pour éviter que leurs noms ne soient reconnus par l'Occident comme étant ceux de terroristes ou de sympathisants d'al-Qaïda. La dernière hypothèse semble bien plus proche de la situation actuelle.

Les noms divulgués à ce jour sont : Mustafa Abduljaleel ; Ashour Hamed Bourashed, représentant la ville de Darna ; Othman Suleiman El-Megyrahi, pour la région de Batnan ; Al Butnan, pour la zone frontalière avec l'Égypte et Tobrouk ; Ahmed Abduraba Al-Abaar, pour la ville de Benghazi ; Fathi Mohamed Baja, pour Benghazi ; Abdelhafed Abdelkader Ghoga, pour Benghazi ; M. Omar El-Hariri pour les Affaires militaires ; et Dr. Mahmoud Jibril, Ibrahim El-Werfali et Dr. Ali Aziz Al-Eisawi pour les Affaires étrangères. [21]

Le Département d'État devrait interroger ces personnes, en commençant peut-être par Ashour Hamed Bourashed, le délégué pour la ville de Darna, place-forte des terroristes et des candidats à l'attentat kamikaze.

Combien de membres, de vétérans ou de sympathisants d'al-Qaïda font partie du Conseil des rebelles ?

Tout ce que l'on peut savoir à travers cette brume de guerre, c'est qu'au moins une douzaine de membres du Conseil ont vu leurs noms publiés officiellement —en tout cas, pas plus de la moitié de ses 31 membres—. Les médias US et européens n'ont pas cherché à identifier pour nous tous ces noms que nous connaissons maintenant, mais surtout ils n'ont pas cherché à attirer l'attention sur cette majorité [obscur] du Conseil des rebelles qui continue d'agir dans le secret le plus total. Par conséquent, nous devons exiger de connaître le nombre de membres, de vétérans ou de sympathisants du GICL et d'al-Qaïda qui appartiennent à ce Conseil des rebelles.

Nous sommes actuellement les témoins d'une tentative de prise de pouvoir de la tribu Harabi sur les 140 autres tribus libyennes. Les Harabi ont déjà pratiquement l'hégémonie du pouvoir dans la région cyrénaïque. Au cœur de la confédération Harabi, on trouve le clan El-Obeidat, qui est lui-même divisé en 15 sous-clans. [22] Toutes ces considérations pourraient être d'un pur intérêt académique, s'il n'y avait cette évidente intersection entre d'une part les tribus Harabi et d'autre part le GICL et al-Qaïda.

Le mouvement Senussi en Libye – monarchiste ou démocratique ?

La tradition politico-religieuse au Nord-Est de la Libye fait de cette région un terreau propice aux sectes musulmanes les plus extrêmes, et la prédispose également à la monarchie bien plus qu'aux formes plus modernes de gouvernement voulues par Kadhafi. La tradition régionale prédominante est celle de l'ordre Sanussi (ou Senussi), une secte musulmane qui s'oppose à l'Occident. En Libye, l'ordre Senussi est étroitement lié à la monarchie, et ce, depuis le Roi Idris —ce dirigeant installé au pouvoir par les Britanniques en 1951 et renversé par Kadhafi en 1969— qui était le chef de l'ordre Senussi. Dans les années 1930, les Senussi ont organisé la rébellion contre les colons italiens emmenés par le maréchal Rodolfo Graziani et son armée. Aujourd'hui, les rebelles utilisent le drapeau de la monarchie, et pourraient préconiser le retour sur le trône d'un des deux prétendants appartenant à la lignée d'Idris. [En somme], ils sont bien plus proches de la monarchie que de la démocratie.

Le Roi Idris, révérend par les actuels rebelles libyens

Voici la vision que l'agence Stratfor a du Roi Idris et des Senussi : « *Le Roi Idris appartient à une lignée de dirigeants issus de l'ordre Senussi, un ordre religieux soufi fondé en 1842 à Al Bayda qui pratique une forme austère et conservatrice de l'islam. La Sanussie représentait, avant la création de l'État moderne de Libye, une force politique dans la région cyrénaïque, et conserve toujours une certaine influence aujourd'hui. Ce n'est pas un hasard si cette région est le foyer du djihadisme libyen, avec des groupes comme le Groupe islamique combattant en Libye (GICL). Le clan Kadhafi a de fait qualifié la révolte actuelle de complot islamique élaboré...* » [23] Sous la monarchie, la Libye était selon certaines estimations, le pays le plus pauvre au monde. Aujourd'hui, elle figure en 53e position dans l'Indice de développement humain de l'ONU. Devançant la Russie, le Brésil, l'Ukraine et le Venezuela, elle est de surcroît le pays le plus développé d'Afrique.

Le règne de Kadhafi a quelques mérites objectifs qui peuvent difficilement lui être niés.

Le *Black Agenda Report* de Glen Ford a illustré très justement le caractère raciste et réactionnaire de l'insurrection libyenne. Les tribus du Sud libyen, connues sous le nom de Fezzan, ont la peau brune. La base tribale sur laquelle s'appuie le régime de Kadhafi consiste en une alliance des tribus de l'Ouest, du Centre et du Sud (les Fezzans), qui s'opposent aux Harabi et aux El-Obeidat, qui elles s'identifient à l'ex-classe dirigeante du temps de la monarchie. Les Harabi et les El-Obeidat sont connus pour nourrir de forts sentiments racistes à l'encontre des Fezzans. Cela transparait dans plusieurs articles diffusés dans des médias pro-impérialistes dès le début de l'insurrection, et bien évidemment inspirés par des responsables Harabi, selon lesquels les personnes à la peau noire présentes en Libye doivent être traitées comme des mercenaires à la solde de Kadhafi —et doivent par conséquent être exterminées—. Ces propos racistes sont encore répétés par quelques bonimenteurs comme Anne-Marie Slaughter la doyenne de l'École Woodrow Wilson à l'université de Princeton [et ex-directrice de la planification du département d'État]. Et effectivement, un nombre impressionnant de Noirs africains venant du Tchad ou d'autres pays et travaillant en Libye ont été systématiquement lynchés et massacrés par les forces anti-Kadhafi. La Maison-Blanche d'Obama, qui affiche sa volonté de ne pas voir se reproduire [en Libye] les massacres du Rwanda, a soigneusement ignoré cette histoire effroyable de génocide perpétré par ses nouveaux amis de la région cyrénaïque.

Face à l'obscurantisme des Senussi, Kadhafi a misé sur l'équivalent musulman du sacerdoce de tous les croyants, expliquant que le Califat n'était pas nécessaire pour découvrir le vrai sens du Coran. Il a complété cela par une perspective panafricaine.

Gerald A. Perreira du *Black Agenda Report* écrit la chose suivante à propos de la division théologique entre Kadhafi et les néo-Senussi du Nord Libyen ou d'autres clans obscurantistes : « *Al-Qaïda est présente dans le Sahara et à ses frontières, et l'Union internationale des érudits musulmans exige que Kadhafi soit amené devant les tribunaux...[De son côté] Kadhafi a remis en cause l'islam des Frères musulmans et d'al-Qaïda d'un point de vue coranique et théologique ; c'est l'un des seuls leaders politiques capables de faire cela. Benghazi a toujours été au cœur de la contre-révolution en Libye, accueillant les mouvements islamiques réactionnaires comme les wahhabites et les salafistes. Ce sont ces individus qui ont formé le Groupe islamique combattant en Libye basé à Benghazi, qui s'est rallié à al-Qaïda, et s'est rendu responsable au fil des années, de l'assassinat de plusieurs membres du Comité libyen de la révolution.* » [24] Et quel serait, par exemple, le statut des femmes sous le régime néo-Senussi du Conseil des rebelles de Benghazi ?

Al-Qaïda, du démon à l'allié des USA en Libye

Pour ceux qui tentent de suivre les changements dans la façon dont la CIA gère les différentes organisations fantoches au sein du présumé terrorisme islamique, il n'est pas inutile de retracer la transformation du GICL-AQMI qui est passé d'ennemi mortel à proche allié. Ce phénomène est étroitement lié au renversement général des fronts idéologiques de l'impérialisme US qui marque le passage de l'administration Bush-Cheney-néoconservateurs, au régime actuel Obama-Brzezinski-International Crisis Group. L'approche de Bush consistait à utiliser la supposée présence d'al-Qaïda dans un pays pour justifier d'une attaque militaire directe. La méthode Obama consiste [au contraire] à utiliser al-Qaïda pour renverser les gouvernements indépendants, et ensuite, soit à séparer les populations et à fragmenter les pays en question, soit à les utiliser comme des pions kamikazes face à des ennemis bien plus forts, comme la Russie, la Chine ou l'Iran. Cette approche nécessite une fraternisation plus ou moins ouverte avec les groupes terroristes, qui a commencé à apparaître dans le fameux discours d'Obama au Caire en 2009 [25]. Les liens entre la campagne d'Obama et les organisations terroristes déployées par la CIA contre la Russie étaient déjà dans le domaine public il y a trois ans. [26]

Mais un tel renversement ne s'improvise pas en une nuit ; cela a nécessité plusieurs années de préparation. Le 10 juillet 2009, le *Daily Telegraph* de Londres rapportait que le Groupe islamique combattant en Libye se séparait d'al-Qaïda. Cela survint alors que les USA avaient décidé de moins s'investir dans la guerre en Irak, et aussi de se préparer à utiliser les Frères musulmans et autres sunnites d'al-Qaïda pour déstabiliser des principaux pays arabes en vue de les retourner contre le régime chiite iranien. Paul Cruikshank a écrit à l'époque un article dans le *New York Daily News* à propos d'un des leaders du GICL qui voulait que son mouvement mette fin à ses relations avec al-Qaïda et avec son infâme [chef] Oussama Ben Laden ; Il s'agissait de « *Noman Benotman, un ex-chef du Groupe islamique combattant en Libye. Alors que cela fait déjà longtemps que les principaux leaders musulmans critiquent al-Qaïda, ces critiques sont désormais appuyées par celles venant des jihadistes eux-mêmes.* » [27] Pourtant dans le même temps, certains chefs du GICL se sont ralliés à al-Qaïda : le *Daily Telegraph* mentionnait ainsi que certains chefs d'al-Qaïda comme Abu Yahya al-Libi et Abu Laith al-Libi étaient des membres du GICL. À la même époque, dans un geste humanitaire [d'ailleurs] peu judicieux, Kadhafi avait décidé de relâcher des combattants du GICL.

À l'heure actuelle, des jihadistes du Nord-Est libyen tuent des soldats US et de l'OTAN en Afghanistan

L'une des contradictions mortelles de la politique actuelle du Département d'État et de la CIA, est qu'elle vise à mettre en place une alliance cordiale avec des tueurs d'al-Qaïda issus du Nord-Est libyen [prétendument pour protéger les populations civiles], et qu'au même moment, les USA et l'OTAN bombardent sans pitié les civils au Nord-Ouest du Pakistan au nom de la guerre totale contre al-Qaïda, et que les forces US ou de l'OTAN se font tuer par des combattants d'al-Qaïda dans ce même théâtre d'opération afghano-pakistanaï. La puissance de cette contradiction flagrante menace l'ensemble de l'édifice de propagande de guerre états-unien. Les USA ont abandonné depuis longtemps toute moralité au profit de la force militaire. En réalité, les terroristes combattants issus du Nord-Est libyen pourraient bien être en train de tuer des soldats US ou de l'OTAN en Afghanistan, pendant que les USA et l'OTAN protègent leurs maisons [des assauts] du gouvernement du colonel Kadhafi. D'après le récit qui suit, un haut dirigeant d'al-Qaïda commandant le Nord-Ouest du Pakistan a été tué lors d'une opération militaire états-unienne pas plus tard qu'en octobre 2010 : « *Un important dirigeant qui a servi comme ambassadeur d'al-Qaïda auprès de l'Iran, et qui est recherché par les USA, aurait été tué il y a deux jours lors d'une frappe aérienne menée depuis un drone Predator dans la zone pakistanaise contrôlée par des tribus proches des Taliban au Nord-Waziristan (...)* Il s'agissait d'Atiyah Abd al Rahman, un ressortissant libyen qui était basé en Iran et avait servi comme ambassadeur d'Oussama Ben Laden auprès des Mollahs. Des rapports de presse non confirmés indiquent que Rahman a été tué lors d'une frappe aérienne... » [28] La page [du site Web] sur laquelle le Département d'État US affiche la récompense pour la capture d'Atiyah Abd al Rahman précise que Rahman avait été « *nommé par Oussama Ben Laden émissaire d'al-Qaïda en Iran* », et qu'Atiyah « *recrutait et aidait aux négociations avec les autres groupes islamistes pour qu'ils opèrent pour al-Qaïda* » et qu'il était aussi « *membre du Groupe islamique combattant en Libye et de [Jamaat] Ansar al Sunna.* » [29] Rahman était suffisamment haut placé dans la hiérarchie d'al-Qaïda pour se permettre en 2005 de donner des ordres à Abou Moussab Al-Zarkaoui, le chef d'al-Qaïda en Irak [30].

Une autre victime tombée au Pakistan est cet homme apparemment originaire du Nord-Est libyen et connu sous le nom de guerre de Khalid al Harabi, nom qui pourrait indiquer des origines liées au milieu djihadiste des tribus Harabi en Cyrénaïque. D'après une source, « *Khalid Al Harabi est aussi connu sous le nom de Khalid Habi, l'ex-chef militaire d'al-Qaïda qui fut tué par un tir de Prédateur US en octobre 2008.* » [Thomas Joscelyn et Bill Roggio, *op. cit.*]

Le scénario dévoilé dans l'affaire David Shayler en 1995 se reproduit aujourd'hui

David Shayler, un officier du MI-5, le service de contre-espionnage britannique, apprit que son homologue du Renseignement extérieur MI-6 avait versé la somme de 100 000 £ à un membre d'al-Qaïda en échange d'une tentative d'assassinat de Kadhafi. La tentative eut bien lieu, et occasionna la mort de nombreux passants innocents, mais échoua à éliminer le dirigeant libyen. Ce que Shayler comprit du scénario est qu'il incluait l'élimination de Kadhafi, suivie par la descente de la Libye dans le chaos et les guerres tribales, avec la possibilité d'une prise de pouvoir directe par al-Qaïda elle-même. La situation pourrait

alors fournir un prétexte aux Britanniques, agissant probablement, mais pas nécessairement de concert avec les USA ou d'autres pays, pour envahir la Libye et prendre le contrôle des champs pétroliers, sans doute en établissant un protectorat permanent des régions riches en pétrole ou traversées par les pipelines, ainsi que la bordure côtière. [31] Cela reste l'objectif aujourd'hui.

En même temps que la tentative d'assassinat de Kadhafi, le MI-6 et d'autres services secrets occidentaux fomentèrent une importante insurrection dans le Nord-Est libyen, pratiquement dans la même zone où a surgi la rébellion actuelle. Mais la révolte fut alors écrasée par les forces de Kadhafi avant même la fin de l'année 1996. Les événements de 2011 sont simplement la répétition de l'attaque impérialiste contre la Libye, 15 ans plus tard, avec en plus l'intervention étrangère.

Témoignage de David Shayler lors de la conférence Axis for Peace organisée en 2005 par le Réseau Voltaire

La guerre contre l'État Nation

L'actuelle attaque contre la Libye survient dans le contexte plus global d'une attaque contre l'institution d'un État nation souverain, étant donné son existence qui remonte au traité de Westphalie en 1648. Les États-Unis et les Britanniques sont extrêmement inquiets devant la quantité de nations qui tentent d'échapper à l'hégémonie anglo-américaine au travers d'une coopération à grande échelle avec la Russie en matière de sécurité, avec la Chine sur les questions économiques, et avec l'Iran pour ce qui relève des considérations géopolitiques.

La réponse du couple CIA-MI6 a consisté en une vaste orgie de déstabilisations, coups d'État populaires, révolutions colorées, révolutions de palais, mise en lumière par l'opération de diffusion limitée de documents organisée par la CIA et connue sous le nom de Wikileaks, et visant certains noms de la « *liste de cibles* » de la CIA allant de Ben Ali à Kadhafi. La stratégie d'Obama se serait mieux accommodée d'une initiative spontanée et autonome, et de l'illusion que le printemps arabe fut véritablement l'affaire de jeunes idéalistes visionnaires se rassemblant sur une place pour prêcher la démocratie, la force de la Loi, et les droits de l'homme. Ce ne fut jamais le cas : les décisions actuelles ont été prises par une clique brutale de généraux et de hauts responsables que la CIA a soudoyés ou fait chanter, et qui œuvrent en coulisse pour évincer les personnages comme Ben Ali ou Moubarak. Quoi qu'il ait fait Kadhafi par ailleurs, il ne fait aucun doute qu'il a forcé la CIA et l'OTAN à mettre bas les beaux masques de l'idéalisme de la jeunesse et des droits humains, et à révéler l'effroyable visage sous-jacent des drones Predator, des bombardements terrifiants, de la boucherie généralisée et de l'arrogance colonialiste. Kadhafi a aussi réussi à abattre le masque du « *Yes we can* » d'Obama, dévoilant un va-t-en-guerre cynique poursuivant les politiques bushiennes du « *Mort ou vif* » ou « *Ramenez-le moi* », même s'il utilise des moyens différents.

Un lointain miroir de l'impérialisme en Libye : l'épopée « Pharsale » du poète Lucain

Les impérialistes modernes pressés d'envahir la Libye devraient s'inspirer de *La Pharsale*, l'épopée du poète Lucain, qui traite de la guerre dans le désert libyen lors de la lutte entre Jules César et Pompée le Grand, vers la fin de la République de Rome. Un passage essentiel de ce classique est le discours de Caton d'Utique, partisan de Pompée, qui exhorta ses hommes à entreprendre une mission-suicide en Libye, par ces mots : « *Des serpents, la soif, la chaleur et le sable, seule la Libye peut présenter cette multitude de malheurs qui pousserait tout homme à la fuir.* » Caton persévère, et trouve « *une petite tombe pour renfermer son nom béni, la Libye avait mis fin aux jours de Caton...* » [32]

Ne refaisons pas la même folie.

Les pistes d'investigation offertes par l'étude de West Point : un appel aux chercheurs

Le rapport de West Point, comme mentionné ci-dessus, a été mené sur la base de près de 700 fichiers de membres d'al-Qaïda récupérés en Irak par les Forces de la Coalition. Les auteurs de cette étude se sont engagés à mettre la base documentaire ayant servi à leur enquête à la disposition du public, à la fois dans la langue arabe utilisée dans ces dossiers d'al-Qaïda, mais aussi dans leur traduction en anglais. En partant du principe que ces documents restent accessibles, ils pourraient permettre aux chercheurs et aux journalistes, et plus particulièrement ceux ayant des connaissances en arabe (ce qui n'est pas le cas de l'auteur de ces lignes), d'enquêter sur les combattants libyens qui se sont rendus en Irak, et de déterminer si certains d'entre eux sont des parents, des voisins, ou même des associés politiques des membres connus du Conseil des rebelles de Benghazi ou des Forces anti-Kadhafi. Une telle démarche contribuerait à aider les publics européens et américains, et d'autres pays à travers le monde, à mieux comprendre la nature de l'aventure militaire en cours en Libye, au travers d'une meilleure connaissance de qui sont réellement les rebelles libyens, et non par l'image idéaliste et élogieuse qu'en font les médias occidentaux sous contrôle.

Webster G. Tarpley

Historien et journaliste états-unien. Dernier ouvrage paru en français : *La Terreur fabriquée, made in USA*. Dernier ouvrage en anglais : *Barack H. Obama : The Unauthorized Biography* (Progressive Press, 2008).

Traduction GV ([ReOpen911](#)).

[1] « [Résolution 1973 \(zone d'exclusion aérienne sur la Libye\)](#) », *Réseau Voltaire*, 17 mars 2011.

[2] Voir par exemple « [Tribune de Barack Obama, David Cameron et Nicolas Sarkozy sur la Libye](#) » (texte publié ultérieurement à la publication du présent article en anglais), 15 avril 2011.

- [3] [“Libyan rebellion has radical Islamist fervor : Benghazi link to Islamic militancy, U.S. Military Document Reveals,”](#) par Daya Gamage, *Asian Tribune*, 17 mars 2011,
- [4] Rapport de West Point, p. 12.
- [5] Rapport de West Point, p. 19.
- [6] Rapport de West Point, p. 27.
- [7] Rapport de West Point, p. 9.
- [8] [« Libya releases scores of prisoners », *Al Jazeera English*, 9 avril 2008. « Libya : Scores of prisoners released from jail ».](#) AKI, 9 avril 2008.
- [9] Rapport de West Point, p. 12.
- [10] Rapport de West Point, p. 27.
- [11] Rapport de West Point, p. 29.
- [12] Rapport de West Point, p. 28.
- [13] [« Egypt Said to Arm Libya Rebels »,](#) par Charles Levinson et Matthew Rosenberg, *Wall Street Journal*, 17 mars 2011. Et [« America’s secret plan to arm Libya’s rebels »,](#) par Robert Fisk, *The Independent*, 7 mars 2011
- [14] Daya Gamage, *op. cit.*
- [15] [La Terreur Fabriquée, Made in USA,](#) par Webster Tarpley, éd. Demi-lune, ouvrage recommandé par le Réseau Voltaire, en vente par correspondance depuis la [Librairie du Réseau Voltaire](#).
- [16] [« Le partage de la Libye a commencé à Londres », *Réseau Voltaire*, 30 mars 2011.](#)
- [17] D’après la version anglaise de sa notice dans l’encyclopédie Wikipedia au 24 mars 2011.
- [18] [« Libya’s Tribal Dynamics », *Stratfor*, 25 février 2011,](#)
- [19] [“Who are the rebels we are fighting to protect,”](#) par Venetia Rainey, *The First Post*, 21 mars 2011.
- [20] Notice de l’encyclopédie anglaise Wikipedia au 24 mars 2011.
- [21] [« Statement by the Libyan Transitional National Council », *Voltaire Network*, 5 mars 2011.](#)
- [22] [« L’occidente alla guerra delle tribù »,](#) par Massimo Introvigne, *La Bussola quotidiana*, 22 mars 2011.
- [23] Stratfor, *op. cit.*
- [24] [« Libya, Getting it Right : A Revolutionary Pan-African Perspective »,](#) par Gerald A. Perreira, *Black Agenda Report*, 2 mars 2011.
- [25] [« Discours à l’université du Caire »,](#) par Barack Obama, *Réseau Voltaire*, 4 juin 2009.
- [26] [« Obama Campaign Linked To Chechen Terrorism : Grant Of Taxpayer-Funded U.S. Asylum For Chechen Terror Envoy Gave Obama Foreign Policy Guru Zbigniew Brzezinski ‘One Of The Happiest Days Of My Life »,](#) par Webster G. Tarpley, 2 février 2008 ; et le livre *Obama the Postmodern Coup : The Making of a Manchurian Candidate*, par Webster G. Tarpley (Joshua Treet CA : Progressive Press, avril 2008), pp. 97-115.
- [27] [« How Muslim extremists are turning on Osama Bin Laden »,](#) par Paul Cruickshank, *New York Daily News*, 8 juin 2008. Cruickshank est membre du Centre d’Étude sur la Loi et la Sécurité à la New York University. Il est co-auteur, avec Peter Bergen, de l’article paru en une du bimensuel *The New Republic*, « The Jihadist Revolt against Bin Laden ».
- [28] [« Al Qaeda leader linked to Iran may have been killed in recent Predator strike »,](#) par Thomas Joscelyn et Bill Roggio, *The Long War Journal*, 9 octobre 2010.
- [29] *Ibid.*
- [30] Voir notre dossier [Abou Moussab Al-Zarkaoui](#).
- [31] Voir Annie Machon (2005). *Spies, Lies & Whistleblowers. MI5, MI6 and the Shayler Affair* Lewes, East Sussex : The Book Guild Ltd. 185776952X ; Hollingsworth, Mark ; Nick Fielding (1999). *Defending the Realm : MI5 and the Shayler Affair*. Andre Deutsch Ltd. ISBN 0233996672.
- [32] *Pharsalia*, Book IX, par Lucain, traduction de Riley (London : Bell, 1903), p. 355.

G. Tarpley

<http://www.voltairenet.org:80/article169989.html>

2-3 Les USA risquent une guerre avec la Russie et la Chine.

(Interview de Paul Craig Roberts^(*), publiée dans "Politika", Belgrade, 12 mai 2011 ; transmis par Emmanuel Carlebach, de Belgrade)

Que font les Américains en Afrique et quels sont les véritables objectifs sous-tendant l’action des USA dans les Etats arabes en révolte – c’est ce qu’explique dans une interview à la chaîne iranienne „Press TV” l’économiste et chroniqueur Paul Craig Roberts, qui a autrefois été assistant du ministre américain des Finances dans l’administration de Ronald Reagan. Roberts, qui fut l’un des créateurs des *reaganomics*, la politique économique promue au temps de Reagan, affirme aujourd’hui que la spécificité du soulèvement en Libye tient au fait que les insurgés y sont armés par Washington et qu’il ne s’agit donc pas d’une révolte pacifique.

„Il s’agit d’un soulèvement armé qui se déroule dans la partie orientale du pays. Or nous savons que la CIA est présente sur le terrain, et de même que [les insurgés] sont déjà armés”, affirme l’économiste qui critique ces dernières années les actions de l’administration aussi bien démocrate que républicaine.

Comment compareriez-vous cette intervention militaire avec celle à Bahreïn ?

Nous n’avons pas pour objectif le renversement du pouvoir à Bahreïn ou en Arabie saoudite, où les gouvernements recourent l’un et l’autre à la violence contre ceux qui manifestent, puisque ces deux

gouvernements sont nos marionnettes et à Bahreïn nous avons également une grande base maritime. La Chine a investi d'énormes sommes dans les sources d'énergie dans l'est de la Libye et elle compte sur ce pays tout comme sur l'Angola et le Nigeria en raison de ses besoins énergétiques. Il s'agit ici d'une tentative de la part de l'Amérique pour interdire à la Chine l'accès aux ressources en question. Exactement comme Londres et Washington avaient contré l'accès aux sources d'énergie du Japon dans les années trente du siècle passé. L'intérêt, s'agissant des manifestations en Syrie – derrière lesquelles, comme l'a révélé „Wikileaks”, se trouvent les USA – tient au fait qu'en Syrie les Russes ont une importante base maritime, ce qui leur assure une présence en Méditerranée. Comme vous le voyez, Washington s'est décidé en faveur d'une invasion contre la Libye, et fait aussi de plus en plus pression pour une intervention en Syrie, de manière à nous débarrasser des Russes et des Chinois. Bien entendu nous ne disons rien sur les Saoudiens et leur façon de traiter les manifestants, ni rien à propos de la violence à laquelle on recourt contre ceux qui protestent à Bahreïn.

Vous voulez dire que le pétrole est le principal objectif de l'attaque de la Libye ?

Il ne s'agit pas seulement de pétrole, il y a aussi le problème de la pénétration de la Chine en Afrique en général comme de l'exportation de pétrole pour ses besoins énergétiques propres. Vous êtes sans doute au courant que le FMI a publié un rapport où il est dit que „l'ère de l'Amérique” est finie et que d'ici cinq ans l'économie chinoise dépassera l'économie américaine. C'est ce que Washington tente de bloquer en usant de sa supériorité militaire et de ses atouts stratégiques afin de ralentir si possible la croissance économique chinoise. Telle est aussi la raison pour laquelle la CIA est si active dans l'est de la Libye, et pourquoi aussi les manifestations ont d'abord éclaté dans l'est du pays et non pas dans la capitale.

Pensez-vous que l'isolement diplomatique de la Libye est la principale cause de l'intervention militaire ?

Je ne dirais pas ça. Je pense que la raison principale est la tentative d'écarter la Chine de Libye, ce qui est actuellement en train de se passer. Les Chinois avaient ici 30.000 de leurs ressortissants et à ce jour ils en ont évacué 29.000. Il s'agit, par ailleurs, de faire payer à Kadhafi son refus d'intégrer l'*Africom*, le commandement américain en Afrique. Ce commandement est opérationnel depuis 2008 et constituait une réponse directe des USA à la pénétration chinoise en Afrique. Nous avons préparé une réponse militaire et Kadhafi a refusé de coopérer – il avait déclaré qu'il s'agissait d'une entreprise de l'impérialisme qui vise à dominer le continent entier. La troisième raison est que Kadhafi en Libye contrôle une partie importante du rivage méditerranéen, comme c'est aussi le cas de la Syrie.

Je pense que ces deux pays se sont trouvés sur le chemin de l'hégémonie américaine en Méditerranée, et il est tout à fait certain que les Américains ne veulent pas d'une puissante flotte russe stationnée dans la région, tout comme ils ne veulent pas d'une Chine puisant là des ressources énergétiques. Washington s'est mis aux aguets lorsque les manifestations ont éclaté en Tunisie et en Egypte, mais il s'est très vite aperçu que les mouvements de protestation arabes pouvaient être exploités pour éliminer la Russie et la Chine (de cette partie du monde) sans confrontation directe.

Nous savons de façon certaine que depuis un certain temps déjà la CIA répand l'agitation dans l'est de la Libye. C'est un fait connu. Et les dépêches diplomatiques rendues publiques (par Wikileaks) montrent que les Américains sont aussi impliqués dans la propagation des troubles en Syrie.

Nous n'avons pas semé les troubles en Egypte ou à Bahreïn ou en Tunisie ou en Arabie saoudite. Par contre, nous sommes probablement responsables des manifestations au Yémen étant donné que nous utilisons là des appareils sans pilotes et effectuons des frappes contre différents groupes tribaux. C'est bien là la grande différence par rapport aux événements de Syrie et de Libye. Là les doigts de l'Amérique sont impliqués dans les désordres, dans l'organisation des manifestations, des financements etc.

Des avions sans pilote sont actuellement engagés en Libye. D'où est-ce qu'ils décollent, techniquement, ce ne peut être d'Italie du fait des limites de leur rayon de vol ?

Je ne sais effectivement pas. Peut-être depuis des bâtiments de la marine de guerre américaine. Je pense que les dernières informations à ce sujet provenaient justement des responsables de la marine. J'aimerais encore ajouter quelque chose. Probablement le risque le plus gros, et que l'on néglige le plus, c'est la position de la Chine. Les entreprises chinoises perdent des centaines de millions de dollars du fait de cette intervention. Elles sont engagées dans cinquante gros projets d'investissements qui s'en vont maintenant à vau-l'eau et il n'est pas étonnant qu'elles éprouvent tout cela comme une attaque de leurs propres intérêts.

Vous dites que les Américains veulent expulser la Chine de la région et remplacer les investisseurs chinois par des compagnies américaines ?

Ou par personne. C'est ainsi. Et je pense que les Russes commencent à comprendre que toute l'affaire en Syrie est dirigée, en fait, contre eux et leur base dans ce pays. Que faisons-nous, en réalité, en nous dressant contre deux grands Etats : la Chine a une économie qui est, probablement, meilleure que l'américaine, puisque leurs ouvriers ont du travail, et les Russes possèdent un arsenal nucléaire illimité. Nous cherchons à faire

pression sur deux Etats très puissants et nous faisons cela d'une façon tout à fait imprudente et dangereuse. Une fois que vous êtes entré dans le jeu et que la Russie et la Chine concluent qu'avec les Américains il n'est, tout simplement, pas possible de se colleter de façon rationnelle et qu'ils (les Américains) sont décidés à leur nuire de toutes les manières, toutes les formes d'escalade sont possibles. C'est un danger réel et nous risquons une grande guerre.

(*) A propos de Paul Craig Roberts, voir Wikipedia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Paul_Craig_Roberts (en français) ou http://en.wikipedia.org/wiki/Paul_Craig_Roberts (plus fouillé, mais en anglais).

-

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19